

Conseil Municipal de la Ville de Toulouse du Vendredi 23 Septembre 2011

Vœu du Groupe CRC – présenté par Pierre LACAZE

NON A LA LOGIQUE AUSTERITE RECESSION

Le Plan de rigueur adopté par l'Assemblée Nationale le 6 septembre 2011 est constitué de mesures profondément injustes puisqu'elles font payer la crise aux ménages français en mettant à la marge la participation des plus hauts revenus, les profits des grandes entreprises ainsi que les revenus financiers des plus riches qui ont vu leur fortune croître dans cette période de crise. Le symbole de Total, entreprise que les Toulousains connaissent bien, ne payant pas 1 euro d'impôt sur 10 milliards de bénéfices est scandaleux. Le plan d'austérité de messieurs Sarkozy et Fillon va aggraver la précarité et les difficultés financières de nos concitoyens, notamment dans l'accès aux soins d'une grande partie de la population, particulièrement les jeunes étudiants, les salariés et les seniors.

La taxe sur les complémentaires santé (TSCA), désormais fixées à 13.5% des contrats, représentera 1,1 milliard d'euros en 2012 à charge des adhérents. On compte déjà 4 millions de personnes qui n'ont pas de complémentaire santé et qui par conséquent renoncent à se soigner : cette taxe va considérablement aggraver la situation. En comparaison, la contribution temporaire de 3% sur les revenus de plus de 500.000 euros ne rapportera que 200 millions d'euros.

Cette mesure est symbolique du choix fait dans le plan de rigueur de faire payer la crise par les ménages. Sans que soient remis en cause les mécanismes qui nous ont plongé dans cette crise économique.

Le choix de soumettre l'Etat aux marchés financiers entériné par la loi « Pompidou-Giscard » du 3 janvier 1973, qui interdisait à la République française l'accès direct à la création monétaire de la Banque Centrale en l'obligeant à emprunter auprès des banques privées sur les marchés d'obligations à des taux d'intérêt dépendant de la conjoncture de ces derniers, ce choix doit aujourd'hui susciter un bilan et une mise à plat politique au lieu d'une course sans fin dans les mêmes logiques libérales sur le refus de la maîtrise publique.

L'investissement public, « la dette », sont aujourd'hui dans l'actualité du débat mondial, européen, national mais également au sein des collectivités locales avec le désengagement de l'Etat et la crise. Des logiques sont en débat. Si l'argent emprunté est utilisé pour accroître les richesses réelles, cela fait de la croissance durable et saine avec des recettes publiques. Si l'argent emprunté sert à spéculer sur les marchés boursiers et immobiliers, cela s'inscrit dans la logique de la crise du capitalisme qui frappe le monde et l'Europe depuis 2007.

Aujourd'hui le plan d'austérité, loin d'envisager l'ensemble des solutions, a choisi de faire payer la crise financière par les familles, les retraités, les salariés, en exonérant de fait ceux qui durant ces dernières années ont accumulé des fortunes honteuses au vu des difficultés vécues.

Pour toutes ces raisons, le Conseil Municipal de Toulouse, réuni ce vendredi 23 septembre 2011, demande au Gouvernement de renoncer au plan d'austérité.